LE S.C.O (SERVICE CIVIQUE OBLIGATOIRE) : ATTENTION AU 'JEU' AVEC LE SYMBOLIQUE.

Depuis quelques années déjà, notre société est en quête d'identité citoyenne. Prenons le risque de nous répéter : le grand rêve d'une science qui devait tout résoudre et nous permettre de tout contrôler s'effondre comme un château de cartes, de même l'idéologie rationaliste positiviste qui l'accompagnait. A la promesse de jours meilleurs, se substitue celle d'une crise qui s'éternise et s'aggrave, une crise qui n'est plus l'exception mais la règle.
Au milieu de cette recherche d'identité citoyenne, le service civil (ou civique) nous interpelle régulièrement. Cette interpellation s'est traduite par la loi du 28 octobre 1997 et celle 14 mars 2000 à travers la mise en place d'un service national ouvert aux filles et garçons âgés de 18 à 28 ans :
Le Volontariat Civil de Cohésion Sociale et de Solidarité (V.C.C.S.S.)
Depuis peu, un nouveau débat agite le monde politique, autours du Service Civique Obligatoire (S.C.O.) débat qui s'est renforcé depuis l'appel lancé par le magazine 'La Vie'(1) le 17 novembre 2005, pour la mise en place du S.C.O, comme un écho à la crise des banlieues. Le mouvement est suffisamment important pour qu'on s'y intéresse car si le gouvernement actuel n'est pas favorable à cette idée, plusieurs partis politiques annoncent le S.C.O comme une priorité de leur programme, s'ils passent au pouvoir en 2007.
De l'avis même du magazine 'La Vie', cet appel a provoqué une véritable lame de fond : 443 parlementaires, près de 52 % des députés, plus de 10 000 citoyens ont déjà signé cet appel, deux mois et demi après son lancement.
L'ambition du présent article est de tenter d'aborder quelques uns des nombreux enjeux sous jacents d'un tel service. Face à l'engouement (général ?) actuel pour le S.C.O, il semble en effet utile de proposer un débat contradictoire afin d'aider les jeunes à se faire leur propre opinion, sur un projet qui concernerait 700 000 à 800 000 d'entre eux, chaque année.

Le service civil obligatoire, comme mal nécessaire ? Les risques de dérive …

Sursaut citoyen ou exaltation patriotique ? Si l'appel lancé par le magasine 'La Vie' a le mérite de reposer le problème du désarroi de la jeunesse et celui du déficit de citoyenneté, le S.C.O comme mal nécessaire ne semble pas la meilleure des solutions. Ce projet est le reflet d'une société désemparée qui menace elle aussi de passer à l'acte, en brandissant Marianne comme un étendard et en disant : *« Nous allons mettre la jeunesse au pas citoyen ! »* Nous sommes en train de tout mélanger et la recette simpliste qui nous est présentée comme miraculeuse risque d'être explosive, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle ne relève pas d'une fine gastronomie …
Si notre société veut retrouver la voie d'un dialogue confiant et responsabilisant avec sa jeunesse, ne faudrait-il pas commencer par faire preuve de plus de circonspection et de méfiance, vis-à-vis des solutions 'prêtes à porter' ?

Michel Benasayag et Gérard Schmit dans 'Les passions tristes' (2) nous font part de l'augmentation des demandes formulées auprès des services « psy » en général, demandes qui ne concernent plus simplement la prise en charge de troubles psychopathologiques mais qui sont formulées par l'ensemble de la société : (famille, école, emploi, justice …) tous en situation de crises dirigent quotidiennement des centaines d'enfants et de jeunes. De même les professionnels de l'enseignement et de l'éducation cherchent des réponses aux problèmes quotidiens de violence, de racket, de drogue … L'angoisse submerge de plus en plus d'individus confrontés à l'urgence, la précarité, la violence et l'insécurité.
C'est la crise de la société toute entière qui envahi les institutions psy. Partant de ce constat, quelle valeur peut avoir pour les jeunes, la référence qui revient sur l'avant scène, à travers le service civique obligatoire, d'appartenance à une nation/famille, qui devrait par définition, représenter et garantir la stabilité et la cohésion sociale aux individus qui la composent ?

Face à la complexité des problèmes que rencontre la société, ne devrions nous pas préférer, ou du moins faire précéder, l'activisme citoyen obligatoire, d'une réflexion citoyenne obligatoire ?

Un futur « inaccueillant » …

Que ce soit dans leurs familles, dans les institutions ou encore dans le monde du travail, les jeunes rencontrent des difficultés d'accueil. Les inégalités vont grandissantes et sont de plus en plus criantes. A travers le S.C.O ne sommes-nous pas en train de demander à la jeunesse, de se transformer toute entière en corps soignant de sa 'Mère Patrie', alors qu'elle est la première à souffrir de son manque d'accueil ?
A ce manque d'accueil s'ajoute une incompréhension de la société dans laquelle nous vivons, la prodigieuse révolution technologique de ce dernier siècle entraîne des conséquences considérables sur notre environnement vital et perturbe notre façon d'être au monde. Nous assistons à un sentiment d'impuissance et de fatalité généralisée en même temps qu'à une prise de conscience, une vision accrue de tout ce qui ne va pas dans le « système » et à un refus de le cautionner.
Les évolutions ne sont pas celles qui étaient attendues. Toute projection dans le futur est rendue difficile L'optimisme démesuré laisse place à un désarroi existentiel profond, à l'échelle d'une déception grandissante que nous avons bien des difficultés à admettre. L'adulte est « déçu » par le jeune qui le lui rend bien… Dans la tribune FONDA (3) Dominique Thierry nous explique qu'il n'y a pas de montée de l'individualisme dans notre société.
Les élans de générosité spontanées (pour l'Asie du sud-est notamment) démontrent que les personnes sont réceptives aux actions immédiates et concrètes mais au détriment des projets à long terme, qui semblent relever d'un luxe superflu, pour une pensée qui ne parvient plus à se projeter dans le futur. C'est une générosité en phase avec l'idéologie dominante qui prône l'efficacité, la rapidité et l'utilité. Il est important de s'attarder sur ce constat car la société et les individus qui la composent, ne peuvent pas vivre sans projet, la généralisation des situations de précarité handicape gravement la capacité des individus à se projeter dans l'avenir, à avoir des projets personnels et encore plus, des projets communs qui nécessitent de se mobiliser et de sortir de la sphère de la vie quotidienne. Pourtant, participer à de tels projets qui relèvent de la culture au sens large du terme, donne du sens au vivre ensemble en société, aide les individus à se sentir égaux et parties intégrantes d'une même communauté.
Les signataires de l'appel lancé par le magasine 'La Vie' voient dans le S.C.O un moyen de lutter contre la dé liaison sociale manifestée par une abstention chronique, de réhabiliter un rôle d'intégration sociale et citoyenne, que la plupart des institutions (écoles, travail, politique …) ont de plus en plus de mal à assurer. D'autres y voient encore, le développement d'une coopération intergénérationnelle, l'éducation à la citoyenneté et le renouvellement des dirigeants associatifs. Il semble clair, que les inquiétudes exprimées dans cet argumentaire relèvent d'une blessure du lien, de la transmission, de l'éducation et d'une défaillance des corps intermédiaires de la société, qui ne jouent plus leur rôle.
Le phénomène est relativement récent et mérite toute notre attention : La société entière est unanime aujourd'hui pour dire que les anciennes recettes ne fonctionnent plus et qu'il est nécessaire **de recréer des lieux et des méthodes d'éducation à la citoyenneté**. Mais il existe une réelle divergence de points de vues, sur les moyens à mettre en place pour y parvenir.
Les intentions des signataires pour le S.C.O ne sont pas mauvaises mais le propre de l'adulte citoyen/ responsable n'est-il pas sa capacité de réflexion, de remise en question et d'ouverture d'esprit ? Sa capacité aussi à dialoguer de manière constructive, en particulier avec les plus jeunes, qu'il a pour mission d'accompagner et d'éduquer ? Aucun de ces principes ne semble respecté dans cette injonction au S.C.O.
S'il est vrai qu'on ne naît pas citoyen, on peut encore moins « ordonner » de le devenir. Les jeunes évoluent dans un monde violent et incertain, proposer une réponse aussi radicale au déficit de citoyenneté et à la dé liaison sociale, présente des risques réels de dérives de toutes sortes.

Une démarche d'accompagnement exigeante…

Heureusement, quelques voix s'élèvent pour dire que l'option obligatoire n'est pas forcément la meilleure, qu'il serait totalement impossible de trouver en moyenne 750 000 missions socialement utiles chaque année, sans tomber dans des taches d'exécution, totalement inaptes à atteindre l'objectif de formation citoyenne recherché.

Autre blocage qualitatif : Pour éviter les risques de discrimination dans les tâches, favoriser un brassage socio culturel et également, lutter contre le risque de concurrence des postes salariés, la solution la plus adéquate est celle prônée par l'association Unis-cités, dans laquelle des équipes de jeunes issus de milieux divers se consacrent à des missions collectives sur des périodes courtes. Seul problème, sur des périodes courtes, les associations ne peuvent investir le champs de la formation théorique des jeunes.
C'est bien là que le bât blesse : il ne suffit pas d'informer les jeunes sur comment fonctionne une démocratie, la démocratie « mode d'emploi » avec une liste des droits et devoirs car encore une fois, nous ferions passer en priorité l'application de la loi, au détriment de l' esprit. Nous ne sommes pas loin du problème dont Michel Benasayag et Gérard Schmit nous avertissent *: «Le manque d'un contexte familial structurant qui amène l'adolescent à tenter de « faire son Œdipe avec la police » : le jeune qui doit explorer sa puissance, expérimenter les limites de la société, bref, qui doit affronter toutes ces fonctions typiques des rites de passage de l'adolescence occidentale, ne trouvant pas un cadre familial suffisamment stable, fait glisser la scène à la ville, au quartier. Or la loi symbolique, cet ensemble de principes qui ordonnent normalement l'éducation des jeunes n'est absolument pas réductible aux lois de la cité, aux lois du code… »* (Les passions tristes, page 48.)
Or c'est bien d'une **éducation à la citoyenneté**, dont il est question ici. L'enjeu est de taille : il est d'accompagner les jeunes pour qu'ils puissent être moteurs des changements, de les aider à développer une stratégie collective apte à replacer l'humain au centre des préoccupations, c'est-à-dire **exactement le contraire** de ce qu'ils vivent quotidiennement. Les moyens à mettre en place dépassent largement ceux d'une formation classique. Il s'agit d'accompagner les jeunes dans des temps fort de réflexion collective, de leur permettre de réfléchir ensemble, aux causes et aux conséquences du désengagement citoyen, de donner un sens à leur service civique et partant de là, de faire un choix d'engagement citoyen dans la durée, au-delà du temps du service.
Si nous ne prenons pas les précautions qui s'imposent dans l'élaboration d'un tel processus (plus que souhaitable il est vrai), de transformation progressive et collective de nos mentalités, nous risquons fort de passer à côté de l'objectif recherché.
Une telle démarche est exigeante surtout par la nécessité requise chez l'adulte, de concéder une certaine émancipation de la jeunesse, de l'aider à transformer son sentiment de révolte et d'impuissance, en un mouvement de revendication saine et désirante vis-à-vis de l'autorité. Comme il nous l'est également rappelé dans 'Les passions tristes' (page 47) : « *C'est précisément parce qu'il peut modifier les normes et le mode de vie que le jeune maintient, contrairement à ce que nous pourrions croire le principe d'autorité. Car s'il estime que certaines choses sont à modifier, ce n'est pas un caprice personnel, mais bien un désir d'agir pour le bien-être et le développement de la communauté. »*

De l'utopie à la réalité : une alternative au 'tout pour' et au 'tout contre'.

Quoi qu'il en soit, le volontariat civil existe et c'est lui qui pour le moment a encore droit de cité. L'association pour l'étude et le développement du volontariat civil (A.E.D.V.C) (4) propose d'ouvrir une voie intermédiaire, entre le 'tout pour' et le 'tout contre' un service civique obligatoire, à travers la présentation d'un projet qui se veut avant tout, respectueux des attentes et des besoins des jeunes en matière de fraternité en actes.
L'enjeu est de taille et il mérite toute notre empathie, face aux diverses menaces qui pèsent aujourd'hui sur notre humanité entière, il y a comme une urgence à dépasser l'urgence et à changer d'attitude, de discours et de regard que nous portons sur notre jeunesse.
Je ne crois pas que les jeunes soient réceptifs aux arguments moralisateurs et patriotiques ambiants, je ne crois pas non plus, qu'ils puissent entrer par le biais d'un tel discourt, dans un réel apprentissage de la démocratie. Tout apprentissage suppose la communication d'un savoir maîtrisé par l'expérience. Or le moins qu'on puisse dire, c'est qu'expérience et savoir sont à réviser. Nous assistons impuissants à l'effondrement du principe d'autorité et de toutes ses représentations symboliques, la position rassurante et contenante de l'autorité a de plus en plus de mal à être tenue par les adultes. La 'Mère Patrie' elle-même n'y échappe pas et laisse sa jeunesse seule face à son désarroi. Comment ces rapports entre les adultes et les jeunes peuvent-ils évoluer ? Le retour à la force dure semble inévitable, avec le risque d'ascension de la violence…
Les jeunes ont le sentiment que les adultes sont en échec et qu'ils ne parviennent plus à assurer la survie et la cohésion de la communauté. Ce qui est peut être encore plus grave, c'est l'ordre contradictoire auquel est confrontée la jeunesse. D'un côté les adultes tentent de lui inculquer des valeurs telles que le respect, la tolérance, le partage, le goût de l'effort… et de l'autre, la société de consommation la pousse à écraser l'autre, à posséder toujours plus, en lui inculquant que celui qui n'a rien, n'est rien.

Patrick Declerck dans son dernier ouvrage (5) nous dit lui : *« Clodo est là pour enseigner cette terrible vérité : la normalité est sans issue. Sous le masque bienveillant de nos démocraties se cache cette totalitaire injonction : citoyen sera productif ou lentement et sans bruit, mis à mort. Qu'on ne s'y trompe pas. La souffrance des pauvres et des fous est organisée, mise en scène, nécessaire… »*
Les jeunes ont compris le message : dans ce monde il faut être dur, il faut se 'battre' pour survivre, sous peine de finir 'clodo'.
Pour ceux qui ne parviennent pas à devenir de bons consommateurs, le seul plaisir et le seul luxe qu'ils peuvent se 'payer' reste la provocation des adultes. C'est un message lourd de sens, que nous faisons passer aux jeunes à travers le S.C.O., message dont nous ne mesurons peut-être pas encore toute la portée symbolique.
Une telle utopie utilitariste, mise en application comme un mot d'ordre, sur le plan d'une république toute entière présente des risques réels pour l'équilibre social qui est déjà malmené. Nous risquons fort de desservir la cause que nous prétendions servir.
Encore une fois, ne nous trompons pas de combat. Il ne s'agit pas d'une opposition dualiste, adulte contre jeune ou S.C.O contre emploi salarié, les enjeux sont ailleurs, infiniment plus insidieux et plus complexes à analyser. La crise actuelle a ceci de différent avec les autres, qu'elle attaque notre civilisation, dans ses fondements mêmes.
Les jeunes ont soif de donner, c'est le propre de la jeunesse de vouloir s'investir et d'espérer construire un avenir meilleurs. La jeunesse n'est pas farouchement contre, l'idée d'un service civil et d'une possibilité d'engagement temporaire au service de causes qui la sensibilise, (malheureusement, elle n'a que l'embarras du choix) mais ce choix doit lui être laissé. Pas au nom d'un sois disant respect de sa liberté de pensée mais pour lui permettre d'intérioriser, de s'approprier et de faire véritablement siennes, dans la durée et au-delà du temps du service, ces valeurs républicaines que nous voulons lui inculquer.

Il est à priori, plus facile d'imposer le S.C.O, que d'amorcer un dialogue avec les jeunes et de leur demander ce qu'ils pensent d'un volontariat civil mais n'est-ce pas à ce prix, qu'ils se sentiront respectés dans leur désir de citoyenneté ? L'objectif est sensiblement le même mais les moyens pour l'atteindre sont radicalement opposés.
N'est-ce pas à ce prix également, que nous pourrons sur le long terme, permettre une adhésion du plus grand nombre et favoriser la généralisation d'une attitude plus solidaire et responsable, de la part de l'ensemble de la population ? Pas facile ? Impossible ? Mais personne n'a jamais dit que l'apprentissage de la démocratie était chose aisée et il se pourrait bien que ce soit sur ce point précis, que nous soyons attendus par la jeunesse aujourd'hui.
D'un côté nous avons un S.C.O qui est imposé à la jeunesse, de l'autre, nous donnons plus de moyens au volontariat civil de cohésion sociale actuel, pour sensibiliser et convaincre de la valeur de l'engagement citoyen. Plus difficile certes mais nous aurons mis en place un service qui accorde une part de confiance à la capacité de réflexion et d'initiative des jeunes citoyens.
Certains pensent encore que le service civique ne peut avoir de sens que s'il représente un caractère universel et obligatoire ; que la portée symbolique de la mesure est gravement atténuée, voire anéantie, si elle a un caractère optionnel. La question est plus complexe. Imposer cette loi, ne suscitera pas forcément l'adhésion et la mise en application de ses bons principes, au-delà du temps du service.
Pour qu'un nouveau réflexe de solidarité citoyenne s'instaure dans les actes de la vie quotidienne, pour que les jeunes s'approprient véritablement un tel réflexe et l'intériorise sur le long terme, nous pouvons difficilement nous passer de leur avis. Le processus d'obligation risque de passer à coté de l'objectif visé. Les jeunes s'acquitteront de ce service comme d'une corvée, exemptés qu'ils seront d'y avoir réfléchi et de se sentir concernés, autrement que par le biais de la contrainte.
Partant de là je ne vois pas au nom de quoi, ils feront l'effort de réflexion et de dialogue que nous, adultes, n'avons pas fait. Cet effort est la base et le principe même de tout débat démocratique.
Si nous ne le faisons pas, nous prenons le risque d'une version non militaire de l'ancienne conscription rattachée à des idéologies (telle que le service de la nation) qui si elles ne sont pas désuètes, semblent incapables d'atteindre les objectifs de développement, d'une citoyenneté solidaire et responsable.
Il faudrait peut être se poser la question de savoir pourquoi les associations et les syndicats manquent de militants ? Le renouveau citoyen tant espéré et attendu ne peut pas s'imposer. Il relève de la création, de la spontanéité, de l'invention et de l'expérimentation de projets qui font société.

De tels projets ne peuvent voir le jour que dans la libre association et appuyés par une volonté politique, **ils ne peuvent s'épanouir dans l'injonction et l'obligation,** à moins que le mot d'ordre du pacte républicain, adressé aux jeunes à travers le S.C.O ressemble à : « Sois fraternel et tais toi !? »
L'intervention des psychanalystes est salutaire dans un tel débat, pour rappeler l'importance du lien et du désir, dans le développement de tout être humain et se positionner dans une démarche de résistance active, face à la montée de l'idéologie dominante de l'urgence et de la crise, que l'on peut nommer aussi, idéologie de l'actualité et du règne du moment.

(1) La Vie N° 3142.
(2) Miguel BENASAYAG Gérard SCHMIT Les passions tristes (souffrance psychique et crise sociale) Editions La Découverte, 2006.
(3) La tribune fonda n° 174 – Août 2005.
(4) A.E.D.V.C. Route du Thoronet 83340 LE CANNET DES MAURES Tel : 06.11.57.27.53.
(5) Patrick DECLERCK « Le sang nouveau est arrivé (l'horreur SDF) » Editions Gallimard 2005.